

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 24 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLES ET MINÉRAUX SAS

« La Baravelle »
58240 Livry

Références : 240180
Code AIOT : 0005400380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement SABLES ET MINÉRAUX SAS, implanté au lieu-dit « La Baravelle » - 58240 Livry. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLES ET MINÉRAUX SAS
- « La Baravelle » - 58240 Livry
- Code AIOT : 0005400380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SABLE & MINÉRAUX exploite sur le territoire de la commune de LIVRY une carrière d'extraction de sables kaoliniques et d'argiles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.4.3	Prescriptions complémentaires	6 mois
5	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.4.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Remise en état coordonnée à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.6.2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 5.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 5.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 9.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 1.2.3	Sans objet
2	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.1.3	Sans objet
3	Période de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.1.4	Sans objet
7	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.2	Sans objet
13	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 7.4.2	Sans objet
14	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 9.2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant possède une bonne maîtrise de l'exploitation de sa carrière et de ses installations. Cependant, plusieurs manquements aux prescriptions de son arrêté d'autorisation d'exploiter ont été relevés, notamment concernant l'absence de plan de gestion des déchets inertes, l'absence de plan d'exploitation, l'absence de registre de gestion des déchets, etc.

Ces documents, permettant la bonne exploitation de la carrière, sont primordiaux.

En parallèle, l'exploitant a exploité le front de taille suite à son effondrement où nichait le Guêpier d'Europe. Selon l'exploitant, cet oiseau, emblématique des milieux pionniers liés à la dynamique fluviale, n'était plus présent sur ce front de taille. L'exploitant a rafraîchi un front de taille pour permettre à l'espèce de s'y implanter. La présence du Guêpier d'Europe devra être évaluée par une étude écologique à réaliser en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 1.2.3
Thème(s) : Autre, Matériaux extraits
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des argiles et des sables kaoliniques. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 125 000 tonnes par an au maximum, soit un volume total à extraire de 1 400 000 m ³ . La cote minimale d'extraction est de 227 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 15 mètres.
Constats : Après contrôle des justificatifs, il apparaît que la quantité de matériaux extraits respecte les prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitation de chaque installation et des engins d'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.
Constats : L'exploitant a désigné et formé un chef de carrière responsable de l'exploitation de la carrière et des engins d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Période de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Période de fonctionnement
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7 h à 18 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : La carrière est en fonctionnement uniquement en période diurne. Le vendredi est consacré aux opérations de maintenance des installations et des engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.4.3
Thème(s) : Autre, Maintien de la biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La haie d'arbres composée de Chênes, située à l'arrière des installations de traitement sur la parcelle n° 399 au lieu-dit « Fond Poulet », est conservée, afin de ne pas détruire l'habitat du Grand Capricorne (insecte protégé).</p> <p>La zone du front de taille de la carrière située sur la parcelle n° 397 du lieu-dit « La Baravelle », où niche le Guêpier d'Europe, est conservée sur 2 500 m².</p> <p>Une attention particulière est apportée à la lutte contre le développement de plantes invasives généralement observées comme la Renouée du Japon.</p> <p>Une mare, d'une surface de 100 à 150 m² et d'une profondeur moyenne de 0,50 m sans excéder 1,50 m, est constituée dans chaque phase d'exploitation, avec des pentes douces variables entre 10 et 30 % en périphérie afin de laisser un accès aisé aux amphibiens. Leur étanchéité est assurée soit par un liner alimentaire posé sur géotextile placé sur une couche sablo-argileuse, soit par un dépôt d'une couche d'argile issue des bassins de décantation sur une épaisseur de 30 à 50 cm maximum. De petits blocs rocheux plus ou moins épars sont disposés autour et au sein des mares de façon à favoriser les possibilités de caches pour les amphibiens.</p>
<p>Constats :</p> <p>La haie d'arbres composée de chênes, située à l'arrière des installations, a été conservée.</p> <p>La zone du front de taille de la carrière située sur la parcelle n° 397 du lieu-dit « la Baravelle », où nichait le Guêpier d'Europe, n'a pas été conservée : l'exploitant a indiqué au cours de la visite que ce front de taille a été exploité, celui-ci étant situé au milieu d'une phase d'exploitation. Il a également indiqué, qu'au préalable, il a aménagé un nouveau front de taille pour l'accueil du Guêpier d'Europe.</p> <p>La création de mare à chaque phase d'exploitation n'a pas été réalisée ; cependant, le contexte argileux du site est propice à la création naturelle de mares temporaires propices à l'accueil des amphibiens. De plus, les plans d'eau créés lors des phases d'exploitation remplissent le rôle d'accueil des amphibiens sur le site.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra procéder en 2024 à des inventaires écologiques sur la période allant de février à septembre, notamment pour confirmer/infirmier la présence du Guêpier d'Europe au niveau du front de taille réaménagé à cet effet. Si l'absence du Guêpier d'Europe est confirmée, l'exploitant devra prendre les mesures adéquates pour son retour, en procédant annuellement par exemple au rafraîchissement de ce front.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, Méthodes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation respecte les règles d'éloignement prescrites au chapitre 1.5 du présent arrêté.</p>

<p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement.</p> <p>L'extraction des matériaux est réalisée par abattage à la pelle mécanique.</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 227 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fourni en 2020 à l'inspection des installations classées un PAC demandant la modification du phasage d'exploitation, le propriétaire des parcelles concernées par la phase 2 n'ayant pas déboisé la parcelle.</p> <p>L'exploitant devra fournir un nouveau plan de phasage incluant ces modifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Remise en état coordonnée à l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 2.6.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Principes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).</p> <p>En cas d'inobservation des obligations de remise en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'intervention des phases 2 et 3, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées tout élément permettant de justifier de la qualité de la remise en état suite à l'achèvement de la phase 1 et du respect des dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédé des installations et bassins de décantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage</p>

<p>doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.</p> <p>Les eaux de lavage des matériaux transitent dans des bassins de décantation. Lorsque les matières en suspension sont décantées, elles sont dirigées vers le bassin d'eau claire où elles sont pompées pour être réintroduites en fabrication.</p> <p>Les bassins de décantation doivent être réalisés de sorte à ne pas avoir d'influence sur la nappe. Afin de garantir un meilleur taux de recyclage des eaux, l'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bassins de décantations étanches, • un système de traitement permettant une meilleure floculation des boues (acrylamide). <p>Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer du respect de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totaliseur sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient également à jour mensuellement un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p> <p>Les bassins de pompage et décantation sont protégés par des merlons pour éviter l'introduction d'eaux de ruissellement et toute pollution externe. Ces bassins ne reçoivent que les eaux propres et eaux de procédés à l'exclusion de toutes autres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux nécessaires au fonctionnement des installations de traitement des matériaux circulent en circuit fermé. Une unité de traitement par floculation permet un abattement efficace des MES. Les éventuelles eaux de remise à niveau sont pompées en fond de carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur-séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les engins de chantier sont ravitaillés et stationnés sur une aire étanche, mais dépourvue de débourbeur-déshuileur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures</p>

Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Absence de débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :</p> <p>Paramètre Valeur limites de rejet (mg/L) MES : 35 DCO : 125 HCT : 5</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.</p> <p>La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
Constats : Absence de débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets inertes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 5.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production et d'expédition des déchets dangereux dont le contenu est fixé dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 en application de l'article 2 du décret n° 2006-635 du 30 mai 2005, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs. Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour conformément à l'article 2 du décret susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas mis en place de registre déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La vérification des extincteurs est réalisée annuellement (dernière vérification en date du mois de janvier 2023). Les installations électriques sont également vérifiées annuellement (dernière vérification en date du mois de février 2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Auto-surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis au minimum tous les 5 ans, et dès lors que l'exploitation se rapproche des zones habitées (lieux-dits « Bois clair », « La Barre » et « Étang Godard » lors des phases 1, 3, 4 et 5). Ces mesures sont effectuées par un organisme dûment qualifié. Ces contrôles sont effectués indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des Installations Classées pourra demander.
Constats : Les dernières mesures des niveaux de bruit ont été réalisées en 2021. Des non-conformités ont été relevées en période nocturne ; cependant, le fonctionnement de la carrière en période nocturne a été stoppé depuis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation - Plan
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il

est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement et les hauteurs des fronts,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité.

Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes d'eau prélevées, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan topographique de la carrière lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Autre, Suivi des équipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la

notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

III. - L'exploitant tient à jour une liste des réceptifs fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a indiqué lors de la visite que les équipements sous pression ont été changés en 2020. Il devra établir une liste de ces équipements avec les éléments descriptifs de ceux-ci et les échéanciers de réalisation des vérifications périodiques réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 1 mois